

8 décembre 1995, Montréal

Allocution devant la Chambre de commerce de Montréal

Merci Madame Sansregret,
Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, c'est la troisième fois en un an que j'ai le plaisir de m'adresser à votre Chambre de commerce. C'est bien sûr la dernière fois qu'à titre de premier ministre j'ai l'occasion de vous rencontrer. Et je voudrais débiter en saluant les efforts constants déployés par votre organisation et les autres intervenants du Grand Montréal pour engager le gouvernement québécois dans les dossiers montréalais.

Je peux vous dire que votre voix porte, vos pressions sont ressenties, vos impatiences, parfois, ont une onde de choc. Vous mettez à contribution les député(e)s montréalais, du Parti québécois comme de l'Opposition; vous vous êtes associés avec le délégué régional, le Dr Camille Laurin, un artisan efficace dans l'avancement de plusieurs de vos dossiers. Et vous avez le tour, aussi, de vous gagner les ministres québécois qui proviennent de Montréal: comme vous le savez, cinq des sept membres du comité des priorités sont de la grande région de Montréal.

Ce qui fait que, encore ces dernières semaines, le Conseil des ministres consacre une bonne partie de son travail à se pencher sur les problèmes montréalais et c'est bien ainsi. On ne s'entend pas toujours sur tous les diagnostics ou sur toutes les solutions, mais, en cela, nous sommes à l'image des Montréalais. C'est bien beau, me direz-vous, que nous ayons nos entrées à Québec, mais avec quels résultats?

Quels résultats? Nous sommes au pouvoir que depuis 15 mois et avons pu régler avec célérité diverses problématiques propres à Montréal. Alors dans ce discours, je me limiterai à évoquer aujourd'hui des mesures prises par notre gouvernement pour épauler Montréal. D'abord, il y a un important besoin de création d'emplois à Montréal. Le gouvernement a mis sur pied le Programme de démarrage d'entreprises, le Plan Paillé, lequel a permis d'injecter plus de 110 000 000 \$ sur l'île de Montréal et à Laval et autorisera la création de 17 000 emplois.

La recherche et développement a besoin d'une nouvelle impulsion. Un projet de loi adopté en mai dernier, le projet de loi 63, a porté de 1997 à 2000 la période au cours de laquelle le ministère des Finances est autorisé à verser une contribution à la Société Innovatech du Grand Montréal. Elle a déjà investi 106 000 000 \$ qui permettront la création de 2 850 emplois.

Le Fonds de l'autoroute de l'information et le projet de consortium EPAC comptent quant à eux pour un investissement de 40 000 000 \$, créateur de 300 emplois, la formation professionnelle et l'éducation commandaient d'importants investissements. Hier, le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, monsieur Daniel Paillé, annonçait un investissement de 123 000 000 \$ pour la mise en place d'un simulateur pour la formation des pilotes de CAE-Canadair. Encore récemment, le ministre de l'Éducation, monsieur Jean Garon, faisait part d'un investissement de 43 000 000 \$ pour la

relocalisation au centre-ville de l'école de technologie supérieure. En août, le gouvernement a adopté le décret créant le cégep Gérard-Godin dans l'Ouest de l'Île.

Le gouvernement a aussi reconnu que Montréal constitue le centre culturel de Québec et, dans cette perspective, l'a doté des instruments adaptés à ce statut: création de l'Institut national de l'image et du son; revitalisation du Théâtre du Nouveau Monde et de la Cinémathèque nationale, agrandissement du Centre de diffusion et de documentation cinématographique et télévisuelle; achat de locaux pour la réinstallation des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale. Total des investissements: 41 000 000 \$.

Dans l'ensemble, en moins de quinze mois, les mesures et actions adoptées par le gouvernement du Québec, en faveur de Montréal, représentent des investissements de plus de 1 000 000 000 \$, favorisant la création de près de 30 000 emplois. Reste que la situation montréalaise est préoccupante. D'autant plus que l'économie de l'île de Montréal ne profite pas de la croissance économique observée sur les rives de Montréal. Montréal perd des emplois année après année. De 872 000 en 1987, il n'en reste plus aujourd'hui que 768 000. Au même moment, les régions de Laval et de la Montérégie atteignent des niveaux d'emplois inégalés.

Il y a plusieurs causes. L'une d'elle réside du côté de la lente reconversion de l'économie montréalaise. Certains secteurs traditionnels de l'activité industrielle ont ainsi subi une lente agonie sans que les nouveaux créneaux économiques n'émergent simultanément. C'est ce retard que le gouvernement du Québec entend compenser en misant sur la recherche et le développement et sur les technologies nouvelles.

La crise, puisqu'il faut utiliser ce terme, est aussi attribuable aux coûts supplémentaires imposés aux entreprises montréalaises, notamment par la fameuse surtaxe découlant de la réforme Ryan. Il y a deux ans, la taxe non résidentielle était de 64 % plus élevée à Montréal que chez ses voisins. Il s'agit d'un désincitatif majeur.

L'an dernier, le maire Bourque a voulu réduire cet écart et a entamé une réforme des dépenses de la ville et de sa fiscalité. Comme lui, nous arrivions au pouvoir, alors nous avons paré au plus pressé et nous avons dégagé 50 000 000 \$ pour l'aider à boucler son budget. Entre autres, en faisant en sorte que loto-Québec se porte acquéreur de l'immeuble du Casino de Montréal, ce qui lui a permis d'investir 75 000 000 \$ de travaux. Ce premier effort a contribué à l'effort du maire Bourque, qui a ainsi réduit à environ 60 % l'écart entre sa taxe non résidentielle et celle de ses voisins.

Cette année, il faut poursuivre cet effort. Je comprends que le maire veut réduire l'écart à 49 %. Je suis heureux de vous annoncer que le gouvernement québécois contribuera à cet effort en versant 43 000 000 \$ à la Ville. L'an dernier, il s'agissait d'une aide d'urgence. Cette année, il s'agit d'une mesure transitoire qui combine des actions ponctuelles et, ce qui est beaucoup plus important, le début d'un transfert permanent, et je voudrais insister là-dessus.

La dernière fois que je vous ai parlé, en juin dernier, j'avais indiqué que Montréal devait jouir, au Québec, d'un statut particulier. Il n'y a pas deux métropoles au Québec, il n'y a pas deux Montréal dans le monde. Montréal est unique, des solutions doivent lui être taillées sur mesure.

Depuis un an, nous travaillons sur un nouveau Pacte fiscal pour les municipalités. En raison des problèmes spécifiques auxquels Montréal a à faire face à titre de ville-centre, le gouvernement du Québec lui versera 7 800 000 \$ l'an prochain en 1996 et 16 000 000 \$ l'année suivante. Mais Montréal défie encore toutes les définitions, comme d'ailleurs, à d'autres égards, la Capitale.

Alors il nous faut créer l'exception montréalaise. Comment? Il nous semble que Montréal est le centre culturel du Québec, que c'est Montréal qui finance le plus les équipements culturels au Québec et qui soutient la culture. Pour ces raisons, Montréal doit donc profiter de son activité culturelle. C'est pourquoi dès 1996 encore, nous allons faire en sorte qu'à chaque année Montréal reçoive des revenus au titre de ceux que lui aurait procurée l'ancienne taxe municipale sur les divertissements.

Nous ne le ferons pas pour les autres villes, sauf. Québec, où l'activité culturelle est proportionnellement aussi importante. Mais nous ferons en sorte que, dorénavant, à Montréal et pour Montréal, la culture c'est payant !

En tant qu'ancien ministre de la Culture, c'est un signal qui me réjouit doublement, car c'est une incitation à la ville de Montréal de faire encore plus, et de faire encore mieux, pour promouvoir son activité culturelle. Car il s'agit maintenant d'un investissement encore plus rentable.

Est-ce la fin du nouveau pacte fiscal pour Montréal? Non. Mais je crois que c'est le chemin et que nous sommes sur la bonne voie. Donner à Montréal un statut particulier, c'est aussi lui reconnaître une problématique propre à l'égard des transports. Cela, le gouvernement l'a aussi compris en déposant à l'Assemblée nationale en juin dernier un projet de loi qui créera l'Agence métropolitaine de transport.

Elle a pour mission de développer et de mettre en œuvre une vision régionale du transport. Des discussions sont présentement en cours entre le ministre responsable et les porte-parole de la Table des préfets et maires du Grand Montréal. Notre objectif est simple: après quelques années de fonctionnement, nous voulons remettre entre vos mains, vous de la grande région de Montréal, le contrôle de cette nouvelle agence. C'est le chemin de la responsabilisation de la Métropole.

Nous avons hérité de sérieux problèmes à notre arrivée aux affaires il y a 15 mois. Je dirais donc aujourd'hui que notre bilan ... tient la route. Mais j'ajouterai qu'il faudra continuer à inventer, ensemble, d'autres moyens de rendre Montréal plus autonome et plus prospère. Je n'ai pas le moindre doute que vous exercerez sur mon successeur la même pression que celle que vous avez exercée sur moi. On perçoit de vous une sorte d'état d'urgence permanent, et il faut la partager avec vous.

Nous devons toutefois constater ensemble que Montréal et Québec ne sont pas les seuls décideurs. En fait, nous devons constater qu'un autre intervenant majeur, en l'occurrence le gouvernement fédéral, ne fait pas sa juste part pour Montréal. D'abord parce que le gouvernement fédéral n'investit pas à Montréal notre juste part de ses budgets en recherche et développement et de ses achats de biens et services, le Québec accuse un déficit de 25

000 emplois directs, permanents et de qualité, dont l'écrasante majorité se retrouve dans la région de Montréal. 25 000 emplois, c'est ce que coûte l'iniquité budgétaire fédérale.

En matière de défense, il nous manque 650 000 000 \$ par an à Montréal. Et ça dure depuis au moins dix ans. C'est beaucoup d'argent, 650 000 000 \$ par an, parce qu'Ottawa ne donne pas au Québec sa juste part de ses dépenses en matière de défense. Ce retard ne se comble pas, il s'aggrave. Cet été, le ministère de la Défense a donné sans appel d'offre un contrat de plus de 2 000 000 000 \$ à l'Ontario pour des véhicules blindés de transport de troupes, alors que le Québec a obtenu un contrat de remise à neuf de véhicules à chenilles qui n'aura que des retombées de 100 000 000 \$. Ils ont fait ça pendant une année référendaire.

Ottawa a de plus aboli le programme de défense qui bénéficiait le plus au Québec, le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Pour Montréal, c'est 100 000 000 \$ de perdu. Ils ont de plus mis un terme au Programme de relance industrielle de l'Est de Montréal. Il nous manque aussi presque 1 000 000 000 \$ d'investissement ces 5 dernières années en matière de logement social, en raison des iniquités fédérales dans la distribution de ces fonds.

Il manque aussi à Montréal des décisions structurantes qui ne relèvent pas du gouvernement du Québec. Par exemple, l'idée d'implanter une école nationale du plastique pour former une main-d'œuvre qualifiée pour notre industrie montréalaise, notamment dans l'Est de Montréal, ça venait de vous, du milieu des affaires montréalais. Une brillante idée. Ottawa a implanté cette école à Toronto. Soyons clair: je ne suis pas venu vous parler de souveraineté aujourd'hui, je suis venu vous parler d'équité. Équité pour les Montréalais. Pour Montréal, Québec peut faire plus, Québec peut faire mieux c'est certain. Mais la façon dont le gouvernement canadien traite Montréal est malheureusement un scandale permanent.

Pendant les années 70, on affirmait que l'industrie canadienne était répartie comme suit: l'automobile en Ontario, l'aéronautique au Québec. C'est un marché de dupes. Ottawa a tout fait pour diversifier l'industrie aéronautique à l'extérieur du Québec, au profit de l'Ontario ou de l'Ouest. Ottawa a fait construire en Ontario ses CF-18, au coût de plus de 6 000 000 000 \$. Et quand le gouvernement fédéral a octroyé à Montréal l'entretien, pas la construction, l'entretien des CF-18, ça nous a valu le ressentiment du reste du Canada.

Et je n'ai pas besoin de vous rappeler que le premier geste du gouvernement Chrétien fut d'annuler, sans contrepartie, le contrat de construction d'hélicoptères qui aurait favorisé Montréal. Pendant ce temps, le projet Hibernia à Terre-Neuve et la construction d'un pont de 1 000 000 000 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard vont bon train.

En fait, depuis des années, c'est comme si le Canada faisait subir à Montréal une sorte de rapetissement économique progressif. Nous étions le centre pétrochimique du pays... la ligne Borden nous a coupé l'herbe sous le pied.

Nous étions le cœur manufacturier du pays... le Pacte de l'auto a donné un gigantesque élan manufacturier à Toronto. Nous étions la plaque tournante ferroviaire du pays... les subventions massives dans l'Ouest ont enclenché notre déclin. Nous étions la porte d'entrée aérienne du pays: ils nous ont imposé Mirabel.

Il reste que Montréal est toujours fermement en tête de file dans plusieurs secteurs, dont: l'aérospatiale, toujours, les télécommunications et la pharmaceutique.

Dans ces trois secteurs, je vous appelle à la vigilance. En ce moment, on parle d'une école nationale de l'aéronautique. Évidemment, c'est à Montréal qu'il faut la construire. Mais monsieur Axworthy semble avoir une meilleure idée: Winnipeg.

Nous sommes les meilleurs en télécommunication, c'est indubitable. En ce moment, la Cour suprême en a décidé ainsi, c'est le gouvernement fédéral qui trace les plans de l'avenir de la télécommunication, de l'infrastructure. Mais pourquoi est-ce que des représentants de l'Ontario, plutôt que du Québec, dominent largement les comités et groupes de travail fédéraux sur l'avenir de l'autoroute de l'information? Pourquoi est-ce que ceux qui décident de l'avenir des télécommunications au Canada ne sont pas les principaux artisans des télécommunications? Des 114 membres du Comité consultatif fédéral sur l'autoroute de l'information et des groupes d'étude, seulement 17 proviennent du Québec.

Nous sommes les meilleurs en pharmaceutique. Dans un an et demi, Ottawa va réviser sa loi sur les brevets pharmaceutiques, la loi C-91. Le caucus fédéral de l'Ontario est déjà sur le pied de guerre. Qu'est-ce que ça signifie, tout ça ? Ça signifie que, tant que le Québec fait partie du Canada, tant que Montréal est une ville canadienne, nous devons exiger le respect et l'équité. Et je pense que nous devons tous être plus efficaces que nous l'avons été ces dernières années. Je vais illustrer mon propos à l'aide d'une petite histoire que vous connaissez peut-être déjà.

On parle beaucoup d'Airbus en ce moment. Vous vous souvenez, en 1991, des appareils Airbus que la compagnie Lavalin avait achetés et qui ont précipité la crise de la compagnie. Monsieur Lamarre avait eu l'idée d'en vendre trois au ministère de la Défense. Pour environ 150 millions. À la défense, ils étaient intéressés, ils en avaient besoin des appareils, mais ils n'avaient pas d'argent. Ils ne les ont pas achetés. Lavalin est tombé. Quelques mois plus tard, en 1992, le président de Canadien, aux prises avec des difficultés financières a eu, à son tour, l'idée de vendre des appareils Airbus au ministère de la Défense. Pour environ 150 millions. À la Défense, ils étaient intéressés, ils en avaient besoin des appareils, mais ils n'avaient pas d'argent. Ottawa a trouvé l'argent. Canadien a été sauvé.

Il y a bien sûr une morale à cette histoire. C'est qu'il y a des gens qui savent mieux que nous, Montréalais, tirer les marrons du feu. Il y a des gens qui pourraient nous enseigner deux ou trois choses sur l'art et la manière d'obtenir sa juste part des dépenses fédérales. Alors en terminant, et en tant que Montréalais, je voudrais vous suggérer quelque chose: continuez à vous faire entendre haut et fort à Québec, continuez à appuyer sur tous les boutons et à actionner tous les leviers. C'est bien, c'est normal et ça rapporte.

Mais faisons en sorte d'augmenter considérablement nos efforts envers le gouvernement fédéral. Il y a là des budgets qui nous reviennent, des investissements qui devraient se faire chez nous, des stratégies qui devraient, aussi, faire de Montréal un cas particulier. Car les calculs sont simples: si Ottawa consentait à Montréal sa juste part, notre ville et notre région iraient beaucoup, beaucoup mieux.

Merci.